

La consommation d'électricité augmente

Le Parlement doit modifier la loi sur le CO₂ de telle sorte que la réalisation de grandes centrales à gaz soit économiquement possible.

PATRICK EPERON*

En 2010, la consommation finale d'électricité de la Suisse a augmenté de 4,0%, pour s'établir à 59,8 milliards de kilowattheures (59,8 térawattheures), soit le record absolu de consommation entre 1960 et 2010.

Cette croissance quasi continue de la consommation d'électricité, contestée par une représentante fort connue des Verts libéraux romands il y a seulement cinq mois, démontre à quel point l'impact des mesures d'économies d'énergie électrique ne doit pas être surestimé.

Surtout, cette hausse de la consommation d'électricité - qui suit logiquement la double croissance de la population et de l'économie suisses - est à comparer avec la quasi stagnation de la production nette d'électricité en Suisse depuis

1994, qui fait que la Suisse a importé en 2010, pour la troisième fois en six ans, davantage d'électricité qu'elle n'en a exporté.

De fait, tout indique que la consommation d'électricité va continuer à augmenter (les différents offices statistiques tablent désormais sur une Suisse de près de 9 millions d'habitants en 2035). Par ailleurs, force est de constater que les oppositions à des projets d'augmentation de la capacité de barrages tel que celui du Grimsel ne faiblissent pas, sans parler des recours systématiques contre les projets d'éoliennes. En d'autres termes, il est de plus en plus probable que le solde négatif entre la consommation et la production d'électricité va augmenter, avec pour corollaire une augmentation très sensible du prix de l'électricité.

Afin d'éviter de pénaliser les entreprises suisses en général, qui consomment près de 60% de l'électricité et de pénaliser en particulier les industries grosses consommatrices d'électricité (acier, aluminium, brique, chimie, ciment, papier, verre), il s'agit donc de trouver au plus vite une

alternative crédible au nucléaire, la catastrophe de Fukushima ayant entraîné le gel de tout projet de nouvelle centrale nucléaire en Suisse pour des années.

A l'inverse des promoteurs du solaire photovoltaïque, qui produisent de l'électricité à un coût au moins cinq fois supérieur à celui des grands barrages, le Centre Patronal préconise la réalisation de grandes centrales à gaz, de type Chavalon. De telles centrales, réalisables et démontables dans un délai de quelques années, peuvent en effet produire de l'électricité à un coût certes supérieur aux centrales nucléaires (du moins avant la catastrophe de Fukushima), mais largement inférieur au coût du kilowattheure photovoltaïque. Surtout, la production des centrales à gaz peut être continue, à la différence de la production du photovoltaïque, qui dépend par définition des conditions d'ensoleillement.

Il appartient donc au Parlement de modifier la loi sur le CO₂ de telle sorte que la réalisation de grandes centrales à gaz soit économiquement possible.

* Centre patronal

SUITE DE LA PAGE UNE

Fukushima et la chute des produits dérivés

Les acteurs financiers utilisent les produits financiers pour transférer le risque: par exemple, un acteur accepte le risque de la fluctuation de l'euro mais ne veut pas du risque sur le yen, alors que pour un autre, ce sera le contraire. Dans ce cas, le premier promet de fournir des euros au 1er juin, et le deuxième promet de fournir des yens. Si une monnaie perd de la valeur par rapport à l'autre, le perdant paie la différence.

Les repos sont des transactions financières. Des firmes financières vendent des actifs, comme des bons du Trésor ou des dettes hypothécaires, contre du cash et promettent de racheter ces actifs par la suite, typiquement le jour suivant (d'où le nom «repo», qui est une abréviation pour le verbe anglais repurchase - ou racheter). Le problème est que le cash provenant de ces repos à court terme représente une grosse partie du bilan des institutions financières les plus importantes, ce qui implique que de simples tremblements financiers peuvent les affecter fortement. Certaines

institutions peuvent alors se retrouver privées du financement par repo, comme en 2008, et faire faillite, comme Bear Stearns.

Prises individuellement, les transactions sur produits dérivés ou repos sont peu blâmables. Chacune séparément transfère de manière légitime le risque vers ceux qui sont mieux à même de le supporter, ou permet des participations financières. Cependant, lorsqu'elles sont utilisées à outrance par des institutions qui sont vitales au niveau systémique, elles peuvent faire exploser le système financier, à cause de ses défauts de conception. Encore aujourd'hui, à peu près 70% du passif des principales entreprises financières américaines est constitué de prêts à très court terme, comme des repos payables le lendemain.

Aux Etats-Unis, les principaux défauts de conception se trouvent dans la législation sur la faillite, qui exempte les produits dérivés et les repos de la plupart des contraintes usuelles en cas de faillite. Par exemple, les investisseurs qui détiennent des contrats de produits dérivés ou repos avec des institutions financières fragilisées peuvent saisir les actifs de l'entreprise avant - et aux dépens de - ses créanciers normaux. Ce faisant, ils peuvent décider de son sort alors que, avec un peu de temps en plus, l'entreprise en question aurait pu survivre. De telles actions ont ruiné AIG, Bear Stearns et d'autres durant la crise financière.

Pire encore, parce que les investisseurs en produits dérivés et repos se retrouvent en tête de la file des remboursements de telle sorte de manière, ils ont moins d'incitations à encourager la discipline de marché en vérifiant de près la solvabilité de leurs contreparties et en rationnant attentivement leur exposition à toute contrepartie unique. Typiquement, ils seront remboursés, de toute façon.

Certes, quelqu'un doit être le premier. D'autres acteurs financiers doivent supporter plus de risque du fait que les exemptions des acteurs en produits dérivés et repos placent ces derniers en première ligne en cas de faillite. Normalement, on s'attendrait à ce que les autres aient donc un intérêt à encourager davantage de discipline de marché. Mais l'acteur qui suit dans la ligne est trop souvent le gouvernement américain, en tant que garant d'institutions financières «too-big-to-fail». Or, le gouvernement est mal placé pour réguler ces marchés au quotidien. Il n'est pas agile financièrement; il se cantonne souvent au marché régulé; et, lorsque les conditions économiques sont bonnes, aucun officiel ne voudrait gâcher la fête. Le Congrès américain a eu une opportunité de solutionner ce défaut dans le remaniement majeur de la finance qu'il a adopté l'été dernier via le projet de loi Dodd Frank. Mais il ne l'a pas saisie.

Si les investisseurs en produits dérivés, repos et credit-default swaps ne bénéficiaient pas d'un traitement de faveur, ils se comporteraient de manière différente.

D'abord et avant tout, ils insisteraient plus souvent pour que leurs contreparties soient capitalisées de manière adéquate. Ils ont accepté le risque engendré par des capitalisations ultra-faibles lorsqu'il s'agissait essentiellement de l'argent du gouvernement américain; ils seraient moins enclins à le faire si c'était leur argent qu'ils mettaient en jeu.

Le public perçoit différemment les risques du type Fukushima et les risques liés aux produits dérivés. De nombreuses personnes craignent les risques nucléaires, qui sont frappants, provoquant un ralentissement du secteur qui doit faire face aux préoccupations sécuritaires. Mais les marchés des produits dérivés et des repos présentent des risques qui sont mal compris, difficiles à communiquer dans les médias et compliqués à débattre et résoudre pour les politiciens. Pendant une crise, ces marchés attirent l'attention et le mépris du public mais, lorsque l'économie se stabilise à nouveau, les personnes ordinaires perdent tout intérêt, laissant le secteur financier contrôler son propre destin avec le corps législatif.

Concernant les risques du type Fukushima, les analystes sont déjà en train de discuter comment les centrales nucléaires peuvent être conçues et construites de manière à contenir les risques liés aux tremblements de terre et tsunamis grâce à des systèmes de refroidissement passif. On considère aujourd'hui possible de prévoir des centrales nucléaires capables de maintenir les barres de combustible froides même en cas de coupure totale de l'alimentation électrique.

Par contre, peu de progrès significatifs ont été réalisés jusqu'à présent en vue de prévenir les dommages que la priorité des produits dérivés et repos en cas de faillite pourrait engendrer lors d'une nouvelle crise du système financier. De nouvelles règles sont développées, qui requièrent que les utilisateurs finaux (comme les entreprises pétrolières utilisant des produits dérivés pour se protéger de changements non anticipés du prix du pétrole) et d'autres engagements du collatéral de bonne qualité. Cependant, ces règles n'adressent pas le problème principal: les faibles incitations à la discipline de marché pour les principales institutions financières. Tout se passe comme si nous réagissions à Fukushima en contrôlant mieux les émissions de gaz dans les projets d'extraction de pétrole.

Nous devrions examiner comment faire entièrement assumer aux investisseurs en produits dérivés et repos le risque lié à leurs décisions lorsqu'ils réalisent des transactions avec des institutions financières qui sont vitales au niveau systémique. Au lieu de cela, nous avons survécu au tsunami financier de 2008 seulement pour reconstruire au même endroit, avec les mêmes défauts financiers et selon le même design défectueux. (MR)

Project Syndicate

Comment rater à coup sûr la création d'une entreprise

SÉBASTIEN JEANNERET*

1. Préparez-vous au succès.

Selon le professeur en entrepreneuriat Scott Shane, 60 à 80% des start-up échouent. Mais ce ne sera bien sûr pas votre cas. Vous êtes comme 75% de la population, plus intelligent que la moyenne. Ce sont toujours les autres qui échouent. Préparez-vous donc mentalement et financièrement au succès. Mettez-y tous vos espoirs et toutes vos économies. Tant pis pour la règle financière de base qui veut que l'on diversifie ses investissements. Ceux qui ont le plus d'expérience avec les start-up, les ventures capitalistes, eux, n'investissent jamais plus qu'une petite part de leur fond dans un projet. Cette gestion rationnelle du risque qui, humblement, entrevoit la probabilité de l'échec, qui l'intègre dans sa stratégie, ce n'est pas pour un fonceur comme vous. Investissez toutes vos économies... avec vos deuxième et troisième piliers encore, si c'est possible. Ne vous préparez surtout pas à l'issue la plus probable en gardant des réserves pour pouvoir rebondir. Pour vous, ce n'est pas nécessaire.

2. Ecrivez un business plan

Tout le monde le dit: il faut d'abord écrire un business plan. Ecrivez donc un business plan. C'est beaucoup de travail, mais les projections financières sont euphorisantes. Les courbes exponentielles de chiffre d'affaires projeté vous feront rêver. Elles montent si vertigineusement que vous les voyez effleurer une carte NetJets dès la quatrième année. Et tous ces détails sur le développement des produits, sur les plans marketing

et organisationnels vous donnent encore plus d'assurance. La planification sans la réalité du terrain est excellente pour la confiance en soi. Mais attendez... un expert du management Mike Tyson - il était aussi boxeur - a dit: «Tout le monde a un plan jusqu'à qu'ils reçoivent un coup de poing sur le nez (Everyone has a plan 'till they get punched in the mouth)». Au mieux, votre business plan ne ser-

l'engrenage de la dette limitera votre croissance ne sont que des troubles fêtes. De toute façon vous n'avez pas le choix, car économisez quelques années et ajuster votre projet à vos moyens financiers, cela serait trop long et trop modeste. Ne démarrez surtout pas dans votre garage et sans assistant pour les tâches ingrates. Ce n'est de toute façon pas du tout votre idée du rêve entrepreneu-

tant. Diminuer les charges fixes ce n'est pas sexy. Offrez-vous donc de beaux bureaux, une voiture de fonction et du personnel. C'est une bonne idée. En plus, en parcourant la littérature, il n'y a pas grand-chose sur la résilience qui soit applicable au cas des start-ups. Laissez donc tomber cette idée de résilience et concentrez-vous sur ce que vous avez appris et fait jusqu'à maintenant.

5. Maximisez le profit

La science de l'économie d'entreprise est axée sur la maximisation du profit. L'argent fait le bonheur, c'est bien connu. Maximiser le profit, c'est donc maximiser le bonheur. N'écoutez pas ceux qui disent que le retour sur investissement en terme de bonheur souffre d'un fort effet de «diminishing return» ou rendement décroissant pour les francophiles. En d'autres mots, si vous vivez avec 25.000 francs par année en Suisse, augmenter le profit c'est probablement augmenter le bonheur. Si vous vivez avec 250.000 francs par année, pour augmenter le bonheur il faudrait plutôt songer à changer d'époux(se) ou de psychiatre. Mais cette philosophie gauchiste, ou un peu BOBO, ce n'est pas pour vous. Heureusement, cet embarras du choix entre plus d'argent ou plus de liberté vous ne l'avez pas car vous avez judicieusement fait le choix du financement externe et que vos investisseurs et créanciers ne s'intéressent que peu à votre liberté.

*CEO et créateur de Delafée International, enseignant et consultant en marketing et entrepreneuriat



AU MIEUX VOTRE BUSINESS PLAN NE SERVIRA À RIEN. AU PIRE VOUS NE LAISSEREZ PAS LA RÉALITÉ DU MARCHÉ INFLUENCER VOS DÉCISIONS.

vira à rien car il repose sur des hypothèses non vérifiées sur le terrain. Au pire, vous ne laisserez pas la réalité du marché dicter vos actions car vous vous agripperez à votre plan comme à une bouée de sauvetage en affrontant les eaux tumultueuses des marchés. Mais n'écoutez pas Mike Tyson. C'est un idiot. Tout le monde le dit.

3. Cherchez du financement.

Voilà, maintenant que vous avez un business plan détaillé, solide et bien recherché, vous êtes prêt à chercher du financement. Quand on vous demande ce qui vous motive à lancer une entreprise, la majorité d'entre vous disent que c'est pour avoir une plus grande liberté d'actions. Des investisseurs ou créanciers sont exactement ce qu'il vous faut pour être pleinement libre de gérer votre affaire. Ceux qui vous diront que les contrats de venture capital sont désavantageux pour les créateurs et que se sortir de

rial. Après des études universitaires et un début de carrière couronnée de succès, ne vous abaissez pas à ça. Même si l vous en coûte votre indépendance.

4. Appliquez les règles de management enseignées dans les hautes écoles

Vous avez étudié le management et l'économie dans une haute école. Vous avez également été actif dans une entreprise importante. Vous savez donc gérer une entreprise. Il faut appliquer les règles du management à votre start-up. Ces règles sont toutes axées sur la maximisation du profit. Et le profit c'est justement ce dont votre start-up a besoin. C'est parfait. Mais attendez, la majorité des start-up échouent. La résilience serait-elle plus importante? Vous augmentez votre résilience par exemple en limitant les coûts fixes et en les remplaçant par des coûts variables, même si cela implique un profit net moins impor-